



# Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur « APB, ce sera fini l'an prochain »

## INTERVIEW

**Le gouvernement a lancé une concertation. Résultat des courses fin octobre. À la clé, sélection ou pas à l'entrée en fac**

**Le 21 juillet, plus de 65.000 élèves n'avaient pas d'affectation dans l'enseignement supérieur. Combien en reste-t-il aujourd'hui ?**

Mi-août, 6.000 jeunes étaient toujours à la recherche d'une place en procédure complémentaire d'APB, la majorité étant des bacheliers professionnels et technologiques qui ont été refusés dans des formations de DUT ou de BTS et n'ont pas de plan B. Les rectorats travaillent actuellement pour proposer une place à chacun, au plus proche de son souhait. C'est un travail « dans la dentelle », et le ministère fait le maximum pour qu'au 25 septembre chacun ait eu une proposition.

**Le principal syndicat de l'enseignement supérieur prédit la pire rentrée universitaire depuis dix ans...**

Les établissements les plus sollicités par les candidats ont accepté des étudiants supplémentaires dans la limite de ce que les capacités d'accueil pouvaient offrir pour que l'année se déroule sereinement. Nous avons hérité de cette situation, mais nous faisons au mieux pour que la rentrée se passe bien.

**Faut-il supprimer le logiciel APB ?**

La plateforme APB telle que nous la connaissons, ce sera effectivement terminé l'an prochain. Au départ, elle a constitué un progrès en venant remplacer les immenses queues devant les établissements où chacun venait déposer son dossier papier. Avant, c'était la règle du « premier arrivé, premier servi ». Il n'est pas question d'en revenir là ! Une gestion informatisée est nécessaire. Rappelons qu'APB a accueilli cette année plus de 800.000 candidats ! Néanmoins, face à l'accroissement du nombre d'étudiants (40.000 de plus cette année) et au nombre d'étudiants en réorientation (plus de 100.000), le système est à bout de souffle. Il faut le rénover profondément. Le « tirage au sort », à l'aveugle, dans les filières les plus demandées, sera supprimé en 2018. Je m'y suis engagée. Il faudrait peut-être aussi limiter le nombre de vœux possibles

– jusqu'à 24 aujourd'hui – pour éviter des orientations par défaut. C'est à l'ordre du jour de la concertation sociale qui a débuté. Le résultat aboutira à modifier profondément la procédure d'affectation et à lui trouver un nouveau nom : APB rappelle trop de mauvais souvenirs.

**Dans son interview au Point, Emmanuel Macron affirme qu'il faut arrêter de « faire croire que l'université est la solution pour tous ». Allez-vous instaurer une sélection à l'entrée à la fac ?**

Ce que nous voulons, c'est renouer avec la réussite à l'université, alors que 60 % des étudiants échouent à l'issue de la première année. Cette réforme, en cours d'élaboration avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur, a un principe : il n'est pas question de dire non à un bachelier qui veut faire des études ! Néanmoins, et c'est ce qu'a affirmé le président de la République, les filières universitaires ne sont pas faites pour accueillir tous les bacheliers sans préparation. L'idée n'est pas de dire que telle filière de bac donne accès à telle licence, mais si un bachelier professionnel ou technologique veut suivre une licence générale à la fac, il est nécessaire de regarder ses acquis – ses notes, mais aussi sa capacité de travail, sa motivation, ses engagements en dehors du lycée... – et de les comparer avec les prérequis demandés dans la filière. Si cela ne correspond pas, nous lui proposerons des formations complémentaires pour atteindre ces prérequis : par exemple, cours de maths pour une licence de mathématiques, biologie pour une filière psychologie... Un participant à la concertation suggérait jusqu'à une année de remise à niveau. Nous explorons toutes ces pistes.

**Les prérequis seront-ils obligatoires ?**

Cela fait partie des discussions en cours. Nous allons également voir s'ils sont définis au niveau national ou dans chaque université. La solution serait peut-être intermédiaire : un cadrage national et des déclinaisons locales. Concernant les remises à niveau, par exemple, elles pourraient se dérouler durant l'été, mais aussi en septembre, en décalant la rentrée d'un mois, ou le soir, avec des cours en ligne...

**Comment améliorer l'orientation des élèves ?**

Nous y travaillons avec le ministre de l'Éducation nationale. Un plan sera bientôt signé pour recruter jusqu'à 40 étudiants en service civique dans chaque université. Un certain nombre iront présenter les filières dans les lycées. Ensuite, on peut imaginer des modules « orientation » au lycée, avec des visites dans les établissements. Enfin, il faudra sans doute utiliser davantage les ressources numériques.

**Un quart des étudiants vivent déjà au-dessous du seuil de pauvreté et le gouvernement vient d'annoncer une baisse des APL. Difficile de réussir dans ces conditions...**

Nous prenons l'engagement de faire baisser le coût de la rentrée universitaire en 2018. Cette année, il n'y a eu aucune hausse du ticket de RU, du loyer du Crous ou des droits d'inscription. Au-delà, le contrat de réussite sur lequel nous travaillons comprendra un volet consacré à la vie étudiante. Parmi les pistes évoquées : la construction de logements étudiants – 60.000 sur le quinquennat –, le rattachement des étudiants au régime général de sécurité sociale ou la refonte de l'ensemble des aides sociales qui leur sont destinées.

**Comment créer de nouvelles places sans moyens supplémentaires ?**

D'abord, c'est tout le paradoxe : 6.000 élèves sont encore à la recherche d'une place qui leur corresponde alors que plus de 100.000 autres places sont toujours proposées dans la procédure complémentaire d'APB. Ensuite, je vous rappelle que le premier budget qui sera décidé par ce gouvernement sera celui de l'année 2018. Et le Premier ministre a été clair : l'Enseignement supérieur est une priorité, cela se reflétera dans le budget 2018.

**Reprenez-vous à votre compte l'objectif, fixé sous Hollande, d'avoir 60 % d'une classe d'âge avec un diplôme du supérieur en 2025 ?**

Ce pourcentage ne va pas dicter ma conduite. Ce que je souhaite, c'est la réussite pour tous, la hausse des taux de succès dans le supérieur et, à terme, un accès à l'emploi facilité pour 100 % des diplômés. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE QUENET

